

biculturalisme s'est mise à l'œuvre sous le premier ministre précédent, et pourtant, le ministre nous laisse entendre, d'un air béat comme tout, que le premier ministre actuel et son gouvernement sont les artisans de tout cela.

De vives préoccupations se manifestent, et ce non seulement ici même et parmi les députés libéraux de l'arrière-ban qui n'osent dire à haute voix ce qu'ils pensent, et je suis sûr qu'on en parle au caucus tous les mercredis, dans la matinée. On se demande avec inquiétude si la limite n'a pas été dépassée. Quand nous avons commencé à entendre dire ces choses il y a 15 ans, c'était de la bouche de Canadiens de langue française, qui n'étaient pas écoutés; ils n'étaient pas considérés comme des égaux en cette enceinte. Alors, ces changements sont survenus. Il y a eu l'interprétation simultanée, et d'autres mesures ont été prises pour corriger ces inégalités. Personne à cette époque ne critiquait les députés francophones qui se plaignaient ici du manque d'équilibre dans la proportion des fonctionnaires anglophones et francophones. Nous écoutions, et je suis sûr que la plupart des députés écoutaient. Selon toutes les apparences, c'est à la suite de ces discours et de l'attention qu'ils ont attirée que ces changements sont survenus.

• (2120)

Maintenant que le contraire se produit et que les Canadiens anglais craignent que la pendule n'ait peut-être été trop loin en sens opposé, il y a de l'intolérance, du fanatisme; quiconque ose soutenir le point de vue contraire se voit taxé de Birchisme ou de McCarthyisme. Qu'il puisse y avoir un autre point de vue, cela ne fait aucun doute. Il est très réel. Aucun député qui est allé dans l'Ouest ne peut manquer de comprendre tout de suite que le problème prend de graves proportions et que le gouvernement doit modérer son allure. Ce sentiment est très réel et très logique. Ce n'est pas être chauvin que d'exposer ce point de vue, parce que c'est l'opinion raisonnable que partagent un grand nombre de Canadiens.

Le ministre des Transports (M. Jamieson) a parlé de l'emploi. Les ministériels ont indiqué qu'ils ont inventé le chômage; ils ont voulu remédier à l'inflation. Le ministre des Transports veut se dissocier de cette politique mais l'ex-ministre du Travail (M. Mackasey) s'est montré fier du fait que le gouvernement ait choisi cette voie. Il a dit qu'il a fallu beaucoup de courage pour appliquer une politique comme celle-ci pour faire échec à l'inflation.

Le ministre des Transports a dit que le discours du chef de l'opposition aurait pu tenir dans une page. Pourtant, quand je parcours le document qui renferme le discours du trône et que je le compare au discours du ministre qui a présenté des arguments hors de leur contexte, pour les isoler et tenter de les réfuter, je ne peux que me demander dans quelle voie le gouvernement s'engage. Est-il étonnant que les jeunes posent des questions?

J'ai sous les yeux un document de travail dont s'est servi le ministre de l'Environnement (M. Davis). Je suis heureux de constater qu'il est présent à la Chambre, parmi les rares ministres qu'on y voit ce soir. Le document a servi de fondement aux discussions à une réunion spéciale que l'Association libérale de Capilano a tenue au centre communautaire de Vancouver-Nord le 11 décembre 1971. Le document est intitulé *Que veulent les libéraux de l'Ouest?* et il a pour auteur l'honorable Jack Davis, C.P., député, ministre de l'Environnement. L'honorable représentant y fait l'inventaire de ce que veulent les libéraux de l'Ouest, selon lui.

M. Baldwin: Ils veulent accéder au cabinet.

M. Nielsen: Ils y sont presque tous déjà ou secrétaires parlementaires ou présidents de comités. Il dit qu'ils veulent avoir leur liberté d'action. Ils n'obtiendront jamais cette liberté sous le gouvernement de l'actuel premier ministre. Ils veulent explorer de nouveaux horizons, dit-il. Ils veulent entraîner le reste du Canada dans le monde de fantastiques lendemains. Eh bien, monsieur l'Orateur, j'ignore quel voyage faisait le ministre lorsqu'il s'exprimait de la sorte, mais il n'avait certainement pas les deux pieds sur la terre. Cette histoire-là était coiffée d'une série de sous-titres. Premièrement, a-t-il dit, on veut de bonnes relations avec les États-Unis. Voici un gouvernement qui a fait des pieds et des mains pour détruire les bonnes relations que nous entretenions avec les États-Unis. Cependant, de cette façon hypocrite, ce ministre et, sans aucun doute, les autres essaient de créer dans l'Ouest du Canada et ailleurs une image censée refléter les efforts positifs par eux déployés pour créer de bonnes relations avec les États-Unis.

De son côté, notre premier ministre dénigre les États-Unis tandis qu'il visite l'URSS et encourage des déclarations du premier ministre de l'URSS défavorables aux États-Unis lors de son séjour au Canada. Il refuse de réfuter et permet au Canada de servir de tremplin aux sentiments anti-américains qu'exprime le monde communiste.

Le ministre de l'Environnement dit que nous avons besoin de partenaires au-delà du Pacifique. Le gouvernement ne fait certainement rien pour favoriser la chose. Il dit encore que les libéraux veulent moins de protectionnisme de la part du Canada. Monsieur l'Orateur, il est membre d'un gouvernement ayant fait adopter une mesure législative qui insiste sur le contrôle de l'emprise étrangère et sur la restriction des capitaux de placement qui entrent au pays. Il a donné quelque 6 millions de dollars de remise d'impôt à une société pétrolière américaine. Il n'est pas étonnant que les jeunes soient mécontents de ce genre d'hypocrisie.

À côté de cette volonté de diminuer le protectionnisme au Canada, le ministre demande davantage de capital étranger pour encourager l'expansion. Ceci me rappelle le discours prononcé par l'ancien ministre des Mines, de l'Énergie et des Ressources, le député de Niagara Falls (M. Green), et le discours prononcé par le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, (M. Chrétien), l'un dans une région des États-Unis et l'autre dans une autre région du Sud. L'un des ministres déclarait que nous avions besoin davantage de capital et l'autre affirmait que nous en avions assez.

Voilà maintenant que le ministre de l'Environnement déclare à ses amis de Vancouver que notre expansion demande davantage de capital étranger alors qu'au même moment, dans le cadre de sa réforme fiscale, le gouvernement pose des barrières au capital étranger ce qui, au Yukon du moins, a entraîné une diminution de quelque 70 p. 100 des investissements au cours de la dernière année d'exploration minière. Le Conseil économique du Canada a fait savoir qu'en 1973 cet apport de capital aura diminué d'environ 18 p. 100.

Enfin, le ministre a déclaré à ses amis de Vancouver qu'il souhaitait davantage de projets et moins de bureaucratie. Vraiment! Notre gouvernement est obsédé par l'idée de contrôle, la notion de pouvoir et voilà que le ministre de l'Environnement déclare qu'il nous faut davantage de protection et moins de bureaucratie. Il s'est rendu dans ma circonscription, cette colonie du Canada, cette colonie d'Amérique du Nord qui est maniée comme